

CONSERVATION

Les services écosystémiques se paient

L'écosystème pourvoit des revenus pour ceux qui savent gérer rationnellement les ressources naturelles. Peu importe la taille des éléments de cet écosystème, ils constituent des richesses inestimables pour l'ensemble de la population qui les exploite

Farah Raharijaona

Bénéfique et salubre. Les études entamées dans le cadre du projet "Les paiements pour les services écosystémiques globaux peuvent-ils réduire la pauvreté" (P4GES) ont porté leurs fruits. Ce projet de trois ans (2014-2017) concilie les recherches scientifiques et socioéconomiques dans quelques communes du Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ). Des chercheurs de plusieurs universités et organismes (University of Zurich, University of Southampton, Prifysgol Aberystwyth University, King's College London, Laboratoire des Radioisotopes, Prifysgol Bangor University, Madagasiakra Voakajy, university of Twente, Conservation International, École supérieure des sciences agronomiques) ont exploré la faune et la flore, la séquestration de carbone, l'eau, la dimension socioéconomique, la gouvernance



Des études météorologique et hydrologique à Andasibe permettent d'identifier la perméabilité du sol

et les intérêts des communautés afin d'établir la relation entre le paiement pour les services écosystémiques, la conservation, la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

REMBOURSEMENT

Les résultats sont mitigés dans la mesure où des contradictions inquiètent les populations environnantes des aires protégées comme

l'utilisation de la culture sur brûlis, l'attachement aux techniques traditionnelles. Les bénéficiaires se sont rendus compte de l'importance de la préservation des forêts qui garantissent la protection des ressources en eau, qui séquestrent le carbone, qui assurent la santé de la faune et de la flore et qui génèrent des emplois. "Nous avons constaté que l'existence des

forêts préservent notre culture de l'érosion", indique un paysan de la commune rurale d'Antanandava. D'autres soutiennent que lorsqu'ils ne touchent pas aux arbres, les précipitations suffisent pour irriguer leurs champs. "L'abattage d'arbres cause l'assèchement rapide de la terre et quand il ne pleut pas, les maladies se multiplient", témoigne un habitant de la commune ru-

rale de Morarano-Gare. Le paiement des services écosystémiques proprement dit revient aux financements des activités de conservation en amont pour que la population ne ressente pas l'effet de retour de manivelle.

Les êtres humains qui respirent l'air frais, qui boi-

vent de l'eau, qui labourent les terres, qui prélèvent des microorganismes (plantes, insectes...) dans les forêts doivent ainsi rétribuer leurs dû en faveur de la conservation pour que l'ensemble de l'écosystème continue à lui fournir ses biens et services.

LE COMPROMIS DE CONSERVATION

Les partisans de l'approche "Gestion communautaire des forêts" (GFC) avancent qu'elle peut réduire la déforestation, tout en considérant le bien-être des communautés locales, dont les moyens d'existence sont affectés par la protection des forêts. Pourtant, la GFC traduit la forme la plus adoptée dans la conservation des forêts tropicales. Des études ont montré qu'il est difficile d'interpréter les impacts de la GEF compte tenu des résultats de recherche disparates évoquant des cas spécifiques et rares. Une évaluation de vingt années de GEF déduit qu'aucun impact significatif n'a été noté sur la déforestation à l'échelle nationale. En revanche, une analyse avancée, considérant uniquement la GEF à vocation de conservation a démontré que l'approche a contribué à la réduction de la déforestation. Au sujet de l'impact de la GEF sur le niveau de vie des ménages, l'impact n'a pas été non plus significatif. Sauf qu'en tenant compte de certaines caractéristiques socioéconomiques des ménages, la répercussion semble variée. On remarque surtout un effet négatif de la GEF au niveau des ménages dont les chefs de famille ont un faible niveau d'éducation.

QUESTIONS A...

LUCIANO ANDRIAMARO

« Tout développement repose sur des bases scientifiques »

■ Le projet "Les paiements pour les services écosystémiques globaux peuvent-ils réduire la pauvreté" (P4GES) est purement scientifique. Qu'entend-on par le paiement des services écosystémiques?

Le capital vert tient une place importante dans la vie. Il ne faut pas le négliger car il joue un rôle crucial dans la croissance économique si on ne mentionne que la fonction de l'eau au quotidien, dans les énergies. Par conséquent, l'attribution principale revient aux forêts qui retiennent les eaux, qui préviennent les érosions et l'ensablement des rizières. Le paiement des services écosystémiques, en d'autres termes, signifie que nous devons restituer et rever-

ser à la nature ce qui lui est dû. Nous pouvons le faire par le biais de la conservation, de la reforestation, soit la revalorisation de l'écosystème. Tout développement repose alors sur des bases scientifiques, lesquelles évitent le tâtonnement. L'évaluation du projet pourrait servir de leçons apprises pour la conduite d'autres programmes et projets.

■ Quel est le lien entre le paiement et la réduction de la pauvreté ?

Si la loi interdit la pénétration dans une aire protégée, il devrait y avoir une compensation en faveur des populations qui exploitent les forêts. Mentionnons « Sauvegarde » qui intéresse la Population



affectée par le projet (PAPs). Nous avons estimé à 120 USD/an la compensation. Dans le projet, bon nombre de personnes n'ont pas bénéficié de ce genre d'indemnisation pour plusieurs raisons, soit elles ont déménagé, soit elles sont décédées et il a été noté que le projet a pris en considération les cibles des zones accessibles.

Il importe alors de motiver la population avec l'approche sauvegarde pour qu'elle preserve ce qui l'entoure, dont les forêts qui favoriseront le marché carbone, une bonne ressource pour les communautés.

■ Quels autres paramètres pourrait-on considérer pour comprendre le paiement des services écosystémiques ?

Même la Politique nationale de développement (PND) met en valeur le capital naturel. Nous pouvons citer le programme Waves qui consiste à comptabiliser le patrimoine et la valorisation des services écosystémiques. Il s'agit de convertir en montant les res-

sources telles que l'eau, les forêts et les mines qui vont directement dans un compte national.

■ À part le marché carbone, quelles autres activités l'approche "Sauvegarde" propose-t-elle ?

Nous entamons actuellement la deuxième phase de l'approche. Après une évaluation, nous enregistrons 2 106 personnes et elles participeront à la patrouille. Elles ont pu profiter des activités de développement et micro projets tels que l'apiculture, l'élevage de volailles, la pisciculture ou encore l'agriculture suivant les techniques modernes. L'impact positif, il y en a. Les conditions de vie de certains pay-

sans se sont améliorées et ils ont scolarisé leurs enfants dans des établissements des grandes villes comme Toamasina et Moramanga.

■ On dit qu'en termes de projet, les gestionnaires de projet perçoivent plus de financements que les bénéficiaires. Comment expliquez-vous la démarche ?

Dans le cas de ce projet, 41 % sont affectés à la transaction, c'est-à-dire, le coût du renforcement de capacité des communautés, le frais de consultance et de gestion. 59 % reviennent aux communautés.

Propos recueillis par Farah. R